



Mairie de Blaye (33390)



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-huit le 13 février, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 7 février 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. CASTETS, M. CAVALEIRO, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme HOLGADO, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. ELIAS à M. GEDON, M. GABARD à Mme BERTHIOT, Mme LANDAIS à M. CAVALEIRO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

3 – RECRUTEMENT DE VACATAIRES

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Une collectivité territoriale a la possibilité de recruter des vacataires dans le respect de 3 conditions cumulatives :

- exécuter un acte déterminé,
- de manière discontinue dans le temps et en répondant à un besoin ponctuel de la collectivité,
- et avec une rémunération attachée à l'acte.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser M le Maire à :

- recruter des vacataires pour renforcer le service scolaire, culturel et population pour la période du 26 février 2018 au 31 décembre 2018,
- rémunérer chaque vacation sur la base d'un taux horaire du SMIC,
- signer tous les documents et actes afférents au recrutement.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 012.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 5 février 2018 et a émis un avis favorable.

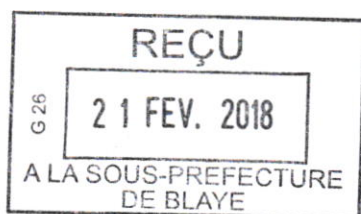
Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le

Identifiant de télétransmission :



Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK